Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2020 :

L'AUSTERITE SE POURSUIT DANS LA SANTE

Le problème, ce n'est pas le déficit mais l'insuffisance des recettes et de la réponse aux besoins

Parler de « loi de financement de la sécurité sociale » est une gageure, il s'agit en réalité d'une « loi d'assèchement de son financement ».

Le déficit s'explique avant tout par le choix du gouvernement d'amplifier sa politique d'exonération de cotisations sociales (heures supplémentaires pour 1.8 milliards d'euros, prime macron jusqu'à 1000 € …).

Ce gouvernement ne compense d'ailleurs plus ces exonérations dans le budget de la sécurité sociale depuis 2019.

Pour la CGT, c'est le principe même des exonérations de cotisations sociales sans aucune contrepartie (ni sur les salaires, ni sur l'emploi) qui doit être remis en cause.

Le gouvernement a supprimé l'impôt sur la fortune, abaissé fortement l'imposition des revenus du capital, racketté le logement social, taxé les pauvres et les retraités, facilité comme jamais les licenciements et plafonné les indemnités reçues par les salariés, remis en cause les droits des salariés et de leurs représentants à tous les niveaux, limité l'accès à l'assurance chômage, plongé le système de santé dans une profonde crise.

De plus il s'apprête à tailler bientôt dans les retraites.

Le recul de la sécurité sociale se traduit très concrètement

Dans le domaine de la santé notamment : au-delà du soin et des conditions de sa prise en charge en médecine de ville et à l'hôpital, des difficultés des services d'urgence, des problèmes de renoncement aux soins entraînés par la multiplication des dépassements d'honoraires ou encore du problème des déserts médicaux, **il devient urgent de s'intéresser aussi aux enjeux liés à la prise en charge des personnes en situation de handicap, des difficultés rencontrées par les aidants, ou encore des enjeux liés à la santé au travail, à la dépendance…**

Après 6 mois de grève des urgences, afficher un Ondam (objectif national des dépenses d'assurance-maladie ou budget de fonctionnement) en croissance de 2,3%, plus faible que l'an dernier, est une véritable provocation.

De même, d'ici 2022 c'est plus d'un quart de postes en moins à la sécu ce qui a pour conséquence la dégradation des conditions de travail, la fermeture des accueils et des agences qui ne permet pas un service public de qualité.

La politique de financement de la sécurité sociale est un vrai choix de société.

Il faut stopper les cadeaux au grand patronat en mettant fin aux exonérations de cotisation, **en augmentant les salaires**, en soumettant tous les éléments de rémunération à cotisation et en rétablissant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

La Sécurité Sociale est notre bien à tous.